Extrait du site UGTG.org

url : <http://ugtg.org/spip.php?article1971>

**Libération Domota (UGTG) : «
Libérations nationale et sociale doivent
aller de pair »**

- Actualité -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : jeudi 30 mai 2013

Mis à jour le : samedi 6 juillet 2013

UGTG.org

lie Domota (UGTG) : « Libertations nationale et sociale doivent aller de pair »

[\[PNG\]](#)

lie Domota, 45 ans, cadre P le Emploi, est secrétaire de l'Euros"Union gionale des travailleurs de Guadeloupe (UGTG) depuis 2008. Il est également porte-parole de Liyannaj Kont Pwofitasyon (LKP), dont le sigle est encore dans toutes les mmoires, puisque cette coalition a orchestré le vaste mouvement populaire sur l'Euros"le de janvier à mars 2009. Le 26 février 2009 voyait la signature de l'Euros"accord interprofessionnel sur les salaires (dit Accord Bino [1]) puis le 4 mars 2009, de l'Euros"accord gional entre les autorités françaises et le LKP, portant notamment sur la réglementation des prix, la formation et l'Euros"insertion des jeunes et l'Euros"augmentation des salaires. La vie est chère en effet sur cette le « contrainte » d'importer d'Europe l'essentiel de ce qu'elle consomme, tandis que les intermédiaires qui tiennent l'import-export réalisent de confortables marges : c'est la fameuse pwofitasyon.

Quatre ans après les événements, lie Domota fait le point sur la situation politique et sociale, l'Euros"audience et la pratique de l'UGTG, l'Euros"autonomie économique des Antilles, l'Euros"indépendance, la création des

Alternative libertaire : quatre ans après les accords Bino, où en est-on ? Le coût de la vie a-t-il baissé ?

lie Domota : Non. On ne peut pas dire que les accords soient respectés, ni par le patronat, ni par le gouvernement. La pwofitasyon continue, tandis que les Guadeloupéens se serrent la ceinture. Après le mouvement social de 2009, le LKP a mis en place un Bureau d'études ouvrières pour contrôler les prix. Il n'a pas constaté de baisse sur les produits de première nécessité, alors que cette question était au cœur du conflit. Le chômage des jeunes avoisine toujours les 60 %, et le carburant est toujours environ 5 % plus cher qu'en métropole, ce qui grève les budgets sur une le où les infrastructures de transports en commun sont sous-développées.

En septembre, le « ministre de Confettis de l'Euros"empire », Victorin Lurel, est venu ici pour présenter son projet de loi sur la régulation économique outre-mer. Mais la « concertation » dont il s'est gargarisé, elle s'est réduite à recueillir les desideratas des syndicats patronaux. Il a purement et simplement ignoré les syndicats ouvriers et les associations de consommateurs, et ne nous a résumés une fois que le projet de loi était ficelé. Là, nous avons eu droit à trente minutes de monologue ministériel puis, quand nous avons commencé à parler, l'individu s'est clipsé au bout de dix minutes, ayant mieux à faire. Même le préfet était abasourdi par une telle arrogance !

L'Euros"arrivée, cette loi Lurel n'est qu'une esbroufe : elle dicte bon nombre de mesures qui existent déjà.

Si l'Euros"État français a bafoué les accords Bino, en revanche il n'a pas démonté en matière de répression, dès que la Guadeloupe n'a plus été sous les feux de l'Euros"actualité :

lie Domota : C'est peu dire. En 2011-2012, plus de 70 militantes et militants de l'UGTG ont été visés par des procédures judiciaires, à divers titres. Notre ancien secrétaire gional, Raymond

À l'initiative de l'UGTG : Tout a été fait. Pour la première fois cette année, l'UGTG a présenté des candidats aux élections à la Chambre d'agriculture, dans le collège salariés. Dans le collège exploitant, il y a l'Union des producteurs agricoles de Guadeloupe (UPG), qui défend le projet d'une agriculture paysanne, adaptée aux besoins de la population. Il

faut savoir qu'historiquement, notre organisation est issue des luttes des ouvriers des plantations. Mais elle est, progressivement, quelque peu éloignée de cette base du fait même des mutations économiques. Nous entendons nous renforcer dans ce secteur, crucial dans la mesure où il intéresse directement l'autonomie alimentaire.

Le LKP, lui aussi, défend les petits paysans, en se battant contre un projet qui les menace en ce moment. Il agit un projet de port en eaux profondes, qui viserait à faire de Pointe-à-Pitre le hub carcébe du commerce international : 1,2 million de containers par an, qui arriveraient de toute la planète pour être

redistribués dans la région. Certains sont tout émerveillés par cette vision pharaonique. Pas nous ! Ce projet est dans la logique de la mondialisation capitaliste, de la spécialisation des cultures et des productions, qui enrichit les multinationales, ruine les petits et empêche tout développement productif local. C'est un exemple, si demain nous voyons débarquer des containers entiers d'igname costaricain à 1 euro le kilo, alors que l'igname guadeloupéenne est à 2,4 euros, c'est la mort de la filière locale.

Autre grande question du moment, c'est le maintien de l'avant-dernière sucrerie de Guadeloupe : l'usine Grand'Anse à Marie-Galante, dont le patronat semble avoir programmé la fermeture. Il y a plus d'investissements, les machines sont au bout du rouleau et deviennent dangereuses pour les ouvriers, qui ont déjà usé de leur

droit de retrait. L'objectif du patronat est vraisemblablement de concentrer toute la production sur la sucrerie Gardel, à Grande-Terre. Du coup, la reconversion du site de Grand'Anse alimente déjà les spéculations : on parle de produire de l'électricité par la combustion d'une variété de canne fibreuse propre à cela.

Produire de l'électricité pour la population marie-galantaise, n'est-ce pas plus intéressant que de produire du sucre pour l'exportation ?

À l'initiative de l'UGTG : Les ouvriers du site ont fait le choix de se battre pour le maintien de la production sucrière. Pour l'instant, la reconversion vers la production énergétique n'est qu'une spéculation. Le vrai risque aujourd'hui, c'est la fermeture pure et simple du site. Et puis l'électricité, c'est bien, mais ça ne se mange pas. Il ne faut pas dévoter des terres agricoles pour de la production de carburant ou d'énergie. La terre doit nourrir l'être humain.

Revenons à l'UGTG. A-t-on constaté une poussée de ses effectifs après le mouvement de 2009 ?

À l'initiative de l'UGTG : Oui, tout a été fait. Dans tous les secteurs où nous sommes présents : tourisme-hôtellerie, collectivités territoriales, santé, transports routiers, dockers, BTP, commerce, agro-alimentaire, organismes sociaux ! Dans le petit commerce, nous nous implantons dans les pharmacies. Aux élections TPE (très petites entreprises) de décembre 2012, l'UGTG est classée première, avec 43 % des suffrages. Le taux de participation (4,74 %) a été honnête dans la mesure où ici, l'organisation par les pouvoirs publics a été encore plus lamentable qu'en France : dans le meilleur des cas, les salariés n'ont reçu les bulletins de vote que la veille du scrutin. La plupart les ont reçus après. Et certains, jamais !

Le seul secteur dont nous soyons à peu près absents, c'est la fonction publique d'État. Il existe néanmoins, dans l'éducation nationale, une « organisation sœur », le Syndicat des personnels de l'éducation en Guadeloupe (Speg).

Le dernier secteur où l'UGTG s'est développé, après les accords Bino, c'est celui des transports, avec la formation de deux syndicats d'entrepreneurs : Syndicat des transporteurs de marchandises de Guadeloupe (STMG) et l'Union des transporteurs de voyageurs (UTV).

L'éducation syndique des petits patrons ?? Cela ne risque-t-il pas de créer des contradictions ?

Alie Domota : C'est un risque. En Guadeloupe, le service public du transport de passagers a été créé et organisé par des entrepreneurs privés depuis plus de cent ans. Or, depuis 2008, le conseil général a ouvert un grand chantier sur la réorganisation des transports en promettant qu'« aucun transporteur ne resterait sur le bord de la route ». On s'est rapidement aperçu que cela était faux. L'objectif poursuivi par les autorités est en fait le démantèlement des entreprises de transport au bénéfice de groupes plus puissants et cela au détriment du service public et des usagers. Cette manœuvre a déjà réussi à ruiner plus de 400 transporteurs. En mars 2009, l'accord Bino prévoyait un audit pour faire le point sur la situation. Là encore, l'accord n'a pas été respecté. Peut-on accepter que des centaines de personnes se retrouvent au chômage à cause de cette politique désastreuse ? Les transporteurs ont réagi et ont créé leur syndicat, l'UTV.

Dans les années 1990, l'UGTG a pratiqué la reprise en mains d'entreprises occupées par leurs salariés-s. Cette pratique est-elle tombée en désuétude ?

Alie Domota : Il s'agit d'une stratégie basée principalement sur la résistance économique. Nous l'avons souvent utilisée dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration. Ainsi, des camarades ont occupé l'hôtel Cotel (hôtel de la CCI) ou encore le restaurant La Maison de Marie-Galante ou bien d'autres sites. Ces occupations ont débouché sur des créations d'entreprises ou des embauches dans différents domaines. Pour exemple, le site hôtel Cotel a été racheté par une clinique qui a recruté les camarades résistants dans des métiers de la santé après la mise en œuvre d'un dispositif de formation.

Les travailleurs continuent à lutter notamment par la reprise de leur entreprise en cas de liquidation. Le licenciement économique ne doit pas être vu comme une fatalité : sur le plan statistique, la Guadeloupe est la région la plus productive en matière de création d'entreprises.

Actuellement, l'UGTG travaille avec d'autres organisations sur le projet de reprise de la ferme de Campêche (ancienne unité avicole). Il s'agit dans un premier temps de former 12 jeunes aux métiers de l'agriculture (formation diplômante et qualifiante) dans le cadre d'un chantier d'insertion. Dans un second temps, un tiers des stagiaires seront recrutés au sein d'une entreprise créée sur le site de Campêche ; les autres bénéficieront d'un accompagnement à la création d'entreprise et à la recherche d'emploi.

Quel modèle socialiste défend l'UGTG ?

Alie Domota : L'UGTG affirme que libération nationale et libération sociale doivent aller de pair. On a pu

voir comment, dans la plupart des pays d'Ã©colonisÃ©s, une bourgeoisie autochtone s'Ã©tend et se substitue Ã la bourgeoisie blanche, en maintenant l'essentiel des rapports d'exploitation le cas de l'Afrique du Sud est le plus parlant. Nous avons des relations cordiales avec les partis guadeloupÃ©ens indÃ©pendantistes, mais nous leur disons clairement qu'en aucun cas la lutte des classes ne peut Ãatre subordonnÃ©e Ã la lutte de libÃ©ration nationale. Dans le cadre d'une Guadeloupe indÃ©pendante, l'UGTG continuerait Ã dÃ©fendre les intÃ©rÃ©ts des travailleuses et des travailleurs.

Pour le reste, au-delÃ du fait que notre organisation est anticapitaliste et favorable Ã la socialisation des moyens de production, elle ne propose pas de projet de sociÃ©tÃ© clef en main.

L'UGTG a Ã©tÃ© crÃ©Ã©e en 1973 par des militants marxistes-lÃ©ninistes maoÃ«stes. Cependant il ne s'agit pas de principes dogmatiques, mais d'ancrer nos luttes dans nos propres rÃ©alitÃ©s, dans notre propre histoire, dans notre propre culture, tout en nous Ã©clairant des luttes et des expÃ©riences d'ici ou d'ailleurs.

Ainsi, l'expÃ©rience du LKP a Ã©tÃ© trÃ¨s importante pour nous. La force du LKP, c'est d'avancer en fÃ©dÃ©rant les diffÃ©rences, en croisant les inspirations, en donnant la parole au peuple. Aujourd'hui, le LKP continue de vivre en organisant des forums d'Ã©centralisÃ©s baptisÃ©s Liyannaj a pawÃ©l (Ã« 0changeons-DÃ©battons Â »). Il s'agit d'inciter la population Ã exprimer ses besoins, ses exigences, ses craintes mais aussi ses idÃ©es, ses solutions, et en donner une traduction structurÃ©e et cohÃ©rente.

Le 21 dÃ©cembre 2012, Ã Sainte-Rose, une centaine de personnes ont ainsi participÃ© au Liyannaj a pawÃ©l, particuliÃ¨rement remontÃ©es contre les prÃ©tentions d'un Blanc-Pays du coin, descendant de propriÃ©taires d'esclaves, qui dÃ©clare Ãatre le propriÃ©taire de toutes les terres cultivÃ©es par les paysans noirs.

Il faut Ã©couter les travailleuses et les travailleurs. Si l'UGTG est devenue la principale organisation syndicale de l'Ã©le, c'est parce qu'elle a su Ãatre pragmatique et Ã©couter.

Y a-t-il des Blancs qui rejoignent l'UGTG malgrÃ© l'image d'extrÃ©miste irresponsable Â » que lui ont taillÃ©e les mÃ©dias ?

Ãlie Domota : Oui, bien sÃ«r. Il faut avoir conscience que l'essentiel des gens qui nous rejoignent le font parce qu'ils pensent que l'UGTG est l'organisation la plus mÃªme de leur faire obtenir satisfaction. Peut-Ãatre aussi qu'ils aiment bien le crÃ©ole, les couleurs du drapeau, que sais-je ! [rire] Cela ne va pas forcÃ©ment plus loin, au dÃ©part. L'UGTG syndique toutes et tous les travailleurs, sans distinction de race, de religions, de conviction politique ou philosophique. DÃ©fians a travayÃ© apa on biten a nÃ©g ou blan : Â« La dÃ©fense des travailleurs n'est pas une affaire de Noirs ou de Blancs Â ». Nous combattons l'exploitation capitaliste et colonialiste.

Avez-vous des revendications sur le plan culturel ? Sur l'enseignement par exemple ?

Ãlie Domota : Un des gros problÃ©mes de l'enseignement ici, c'est l'inadaptation de l'Ã©cole rÃ©publicaine franÃ§aise aux spÃ©cificitÃ©s de notre pays. Le taux d'Ã©chec scolaire est trop Ã©levÃ©. Comment expliquer ? Est-ce que les Noirs sont moins intelligents ? Ã©videmment non. Donc c'est parce que le systÃ©me scolaire est inadÃ©quat.

Certes, la caricature du Â« Nos ancÃtres les Gaulois Â » est dÃpassÃe âEuros" mon frÃre aÃnÃ y a eu droit, mais pour ma part je ne lâEuros"ai pas connue. Il nâEuros"empÃche que je suis un enfant de lâEuros"Ãcole publique ! On mâEuros"a interdit de parler crÃole pour mâEuros"obliger Ã parler franÃais. On ne nous a jamais appris lâEuros"histoire de la traire nÃgriÃre, de lâEuros"esclavage.

Notre histoire a ÃtÃ occultÃe au profit de celle du dominateur. En CM1, jâEuros"admirais NapolÃon Bonaparte ! [rire] Eh oui, le pont dâEuros"Arcole, tout cela, Ãsa avait de lâEuros"allure... [rire] CâEuros"est Ã la Jeunesse ouvriÃre chrÃtienne que jâEuros"ai appris quâEuros"il avait rÃtabli lâEuros"esclavage en Guadeloupe en 1802 ! Un sacrÃ enfoirÃ !

Pour revenir Ã lâEuros"Ãcole actuelle, elle reste en dÃcalage avec la rÃalitÃ de nos enfants. JâEuros"ai trois enfants, dont un qui, rÃcemment encore, Ãtait en CP. Et Ã qui on apprenait les quatre saisons, la cueillette des champignons en automne, etc. Rappelons que sous les tropiques, il nâEuros"y a que deux saisons, pas dâEuros"automneâEuros! On lui a appris Ãgalemment comment on faisait le vin : les vignes, les vendanges, la fermentation, etc. En revanche, on ne lui a pas appris comment on faisait le rhumâEuros!

Tout cela, certes, se fait sous couvert dâEuros"Ã« ouverture au monde Â ». Le problÃme est que dans un contexte de domination par la mÃtropole, cela pose le problÃme de la sujÃtion culturelle. Je prÃfÃrerais que nos enfants maÃtrisent, en premier lieu, leur propre environnement. Quant Ã lâEuros"ouverture au monde, en tant quâEuros"internationaliste, je suis pour, bien Ãvidemment. Mais logiquement cette ouverture devrait se faire avant tout en direction de notre voisinage naturel, câEuros"est-Ã- dire les CaraÃbes, une aire culturelle oÃ lâEuros"on parle franÃais, mais aussi anglais, espagnol et bien sÃr crÃole.

Le crÃole est sous-enseignÃ dans ce pays, alors que câEuros"est la langue maternelle. Comme je vous lâEuros"ai dit, il existe dans lâEuros"Ãducation nationale un syndicat dont nous sommes proches, le Speg. En plus des revendications professionnelles traditionnelles, il cherche Ã peser sur le contenu de lâEuros"enseignement. Certains de ses militants ont dÃjÃ eu des contacts avec le rÃseau Diwan, en Bretagne, pour sâEuros"inspirer de leur expÃrience. De leur lutte pour rÃhabiliter une langue que lâEuros"Ãtat franÃais niait.

CâEuros"est Ãtonnant que ce combat nâEuros"avance pas plus vite, alors que les Antilles comptent des intellectuels renommÃs, hÃrauts de la crÃolitÃâEuros!

Ãlie Domota : Disons que les intellectuels, on aimerait les entendre plus souvent parler crÃole, justement. Sans plaisanter ! Il nâEuros"y a que lâEuros"UGTG qui ose parler crÃole Ã la tÃlÃ ! Il y a une faÃson quâEuros"ont certains intellectuels de se pencher sur le petit peuple, et de parler pour lui, dans un langage inaccessible, qui est trÃs dÃsagrÃable. Nous

pensons quâEuros"il faut au contraire Ãcouter le peuple, parler son langage, apprendre du savoir-faire ouvrier, de la science ouvriÃre. Avoir fait des Ãtudes supÃrieures ne permet hÃlas pas toujours de comprendre cela.

DerniÃre question : dÃbut janvier, le Mouvement international pour les rÃparations a lancÃ une grande opÃration dâEuros"assignations en justice de lâEuros"Ãtat franÃais par des descendants dâEuros"esclaves. Soutenez-vous cette dÃmarche ?

Ãlie Domota : Tout Ã fait. CâEuros"est une dÃmarche symbolique, mais qui a le mÃrite de poser une question hautement politique. La France est un pays riche, qui a bÃti sa richesse sur lâEuros"exploitation de son empire colonial. La Guadeloupe, mais aussi la Martinique, la RÃunion ou la Guyane sont des pays pauvres, dont le sous-dÃveloppement Ãconomique est hÃritÃ du schÃma colonial. La rÃparation, cela

Â‰lie Domota (UGTG) : Â« LibÂ©rations nationale et sociale doivent aller de pair Â »

ne veut pas dire verser des indemnités monétaires Â tel ou tel descendant dâEuros"esclave. Cela veut dire un retour dâEuros"ascenseur : que lâEuros"Ã0tat franÃ§ais finance le dÃ©veloppement Ã©conomique de nos pays, selon un projet dÃ©fini par et pour les populations de nos pays.

Propos recueillis par Guillaume Davranche (AL Montreuil) le 10 janvier 2013 Ã Pointe-Ã -Pitre